

## REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

MINISTERE  
DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 99 — 2876 [99/31376]

**19 JUILLET 1999. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale déterminant la composition et le fonctionnement des cabinets des membres du Gouvernement régional de Bruxelles-Capitale et des Secrétaires d'Etat régionaux**

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988 et par la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises modifiée par la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure de l'Etat, notamment les articles 36 et 38;

Vu les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant la nécessité d'assurer sans délai le fonctionnement du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Arrête :

SECTION 1<sup>er</sup>. — *Disposition générale***Article 1<sup>er</sup>.** Chaque membre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et chaque secrétaire d'Etat régional dispose d'un cabinet.SECTION 2. — *Attributions et composition***Art. 2.** Les attributions de chaque cabinet concernent : les affaires susceptibles d'influencer la politique générale du Gouvernement ou les travaux du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale; les recherches et les études propres à faciliter le travail personnel du membre du Gouvernement; la présentation des dossiers de l'administration, éventuellement le secrétariat du Gouvernement, la réception et l'ouverture de son courrier personnel, sa correspondance particulière, les demandes d'audience, la revue de presse.**Art. 3.** L'engagement des membres et agents de chaque cabinet ne peut se faire que pour autant que le cabinet concerné dispose de crédits suffisants pour prendre en charge ces engagements.**Art. 4.** § 1<sup>er</sup> Chaque cabinet ne peut comprendre plus de 11 membres, répartis comme suit :

un directeur de cabinet;

un directeur de cabinet-adjoint;

quatre conseillers de cabinet ou chargés de mission;

cinq attachés de cabinet dont, éventuellement, un secrétaire de cabinet et un secrétaire particulier.

§ 2. Pour la politique générale et pour des missions liées à l'exercice de la présidence le Ministre-Président peut adjoindre à son cabinet les membres suivants :

un directeur de cabinet adjoint;

un conseiller de cabinet ou chargé de mission;

deux attachés de cabinet dont, éventuellement, un secrétaire de cabinet et/ou un secrétaire particulier.

§ 3. Le Ministre-Président et le membre de l'autre groupe linguistique du Gouvernement régional qui exercent les compétences prévues à l'article 31, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 9 août 1980 modifiée par la loi du 16 juin 1989, peuvent adjoindre à leur cabinet deux membres supplémentaires, soit un conseiller et un attaché.**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Pour des travaux d'exécution, le cabinet ne peut comprendre plus de trente-cinq agents, y compris les huissiers, les chauffeurs, les téléphonistes et les ouvriers.MINISTERIE  
VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 99 — 2876 [99/31376]

**19 JULI 1999. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot vaststelling van de samenstelling en de werking van de kabinetten van de leden van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering en van de Gewestelijke Staatssecretarissen**

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, gewijzigd door de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en door de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale Staatstructuur, inzonderheid op de artikelen 36 en 38;

Gelet op de gecoördineerde wetten op de Raad van State, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het nodig is de werking van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering onverwijld te verzekeren,

Besluit :

AFDELING 1. — *Algemene bepaling***Artikel 1.** Elk lid van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering en elk gewestelijke Staatssecretaris beschikt over een kabinet.AFDELING 2. — *Bevoegdheden en samenstelling***Art. 2.** De bevoegdheden van elk kabinet betreffen : de aangelegenheden die het algemeen beleid van de Regering of de werkzaamheden van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad kunnen beïnvloeden; de opzoekingen en de studies van aard het persoonlijk werk van het lid van de Regering te vergemakkelijken; het voorleggen van de dossiers van de administratie, eventueel het secretariaat van de Regering, het in ontvangst nemen en het openen van zijn persoonlijke briefwisseling, zijn privé-correspondentie, de verzoeken tot audiëntie, het persoverzicht.**Art. 3.** De aanwerving van de leden en personeelsleden van elk kabinet mag slechts gebeuren voor zover het betrokken kabinet over voldoende kredieten beschikt om deze aanwervingen voor zijn rekening te nemen.**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Elk kabinet, mag niet meer dan elf leden omvatten, verdeeld als volgt :

een kabinetschef;

een adjunct-kabinetschef;

vier kabinetsadviseurs of opdrachthouders;

vijf kabinetsattachés waarvan, eventueel, een kabinetssecretaris en een privé-secretaris.

§ 2. Voor het algemeen beleid en voor opdrachten verbonden aan de uitoefening van het voorzitterschap kan de Minister-Voorzitter aan zijn kabinet de volgende leden toevoegen :

een adjunct-kabinetschef;

een kabinetsadviseur of opdrachthouder;

twee kabinetsattachés waarvan, eventueel, een kabinetssecretaris en een privé-secretaris.

§ 3. De Minister-Voorzitter en het lid van de andere taalgroep van de GewestRegering die de bij artikel 31, § 1, van de wet van 9 augustus 1980, gewijzigd bij de wet van 16 juni 1989, voorziene bevoegdheden uitoefenen, kunnen aan hun kabinet twee bijkomende leden toevoegen, namelijk een adviseur en een attaché.

**Art. 5.** § 1. Voor de uitvoeringstaken mag het kabinet niet meer dan vijfendertig personeelsleden omvatten, de bodes, de chauffeurs, de telefonisten en de werklieden inbegrepen.

§ 2. Le cabinet du Ministre-Président peut, en outre, comprendre huit agents supplémentaires pour les travaux d'exécution relatifs à la politique générale et aux missions liées à l'exercice de la présidence.

§ 3. Dans les cas visés à l'article 4, § 3, un membre du Gouvernement peut, en outre, adjoindre à son cabinet trois agents plein temps et un agent mi-temps pour les travaux d'exécution.

§ 4. Lorsque l'entretien des locaux n'est pas confié à une firme privée, le personnel d'entretien peut être recruté à titre de personnel contractuel ou de personnel placé en congé de services publics pour mission d'intérêt général, à charge des services généraux de l'administration et mis à la disposition du Gouvernement. Cette disposition est prise de l'accord du Ministre-Président et du Ministre qui a le budget dans ses attributions. Il est accordé aux contractuels concernés un traitement allant de 545 666 francs à 688 378 francs à 100 % majoré des années d'ancienneté réelles des intéressés. Leur nombre est fixé à sept pour le Ministre-Président et à cinq pour les Ministres et Secrétaires d'Etat dont les cabinets sont situés boulevard du Régent 21-23 peuvent en outre recruter dans les mêmes conditions un agent contractuel affecté à l'accueil au rez-de-chaussée de ce bâtiment.

§ 5. Le « Centre d'informatique pour la Région bruxelloise » met à la disposition du Gouvernement, le matériel informatique, de télécommunication et de photocopies. Il en assure la maintenance.

§ 6. Les services généraux de l'administration mettent à la disposition du Gouvernement, en qualité de contractuels ou en qualité de personnel placé en congé de services publics pour mission d'intérêt général, des interprètes, traducteurs, documentalistes ou informaticiens nécessaires au fonctionnement du Gouvernement et à la transmission des pièces dans les deux langues nationales ainsi qu'à la notification, le traitement, le suivi administratif et l'archivage des délibérations du Gouvernement. Leur nombre est fixé à cinq pour le Ministre-Président et à trois pour les Ministres et Secrétaires d'Etat. Il est accordé aux personnes engagées comme traducteurs ou documentalistes un traitement allant de 850 000 francs à 1 351 998 francs à 100 % majoré des années d'ancienneté réelle des intéressés.

Il est accordé aux personnes engagées comme interprètes un traitement allant de 1 137 374 francs à 1 742 693 francs à 100 %, majoré des années d'ancienneté réelle des intéressés. Toutefois, selon ses besoins, le Gouvernement peut faire appel à une firme privée pour bénéficier des services d'interprètes ou d'informaticiens. En ce cas, le contrat de louage de services mentionnera le prix des prestations horaires, à charge des services généraux de l'administration.

Cette disposition est prise de l'accord du Ministre-Président et des Ministres qui ont le budget et la fonction publique dans leurs attributions.

§ 7. Les membres du personnel des services du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, des organismes para-régionaux bruxellois de type A et B ainsi que des sociétés régionales de droit public pour lesquelles des subventions de fonctionnement sont octroyées par la Région peuvent, à la demande des membres du Gouvernement et des secrétaires d'Etat, être détachés auprès de leur cabinet.

Le rémunération desdits membres reste à charge du budget de l'autorité administrative qui donne l'autorisation de leur détachement.

Au cas où, au moment de son détachement auprès d'un cabinet, un membre du personnel d'un organisme pararégional ou d'une société de droit public tels que définis ci-avant, se trouve être à la disposition des services du ministère, la rémunération de ce membre reste imputée au budget du ministère.

§ 8. Lorsque les bâtiments occupés par les membres du Gouvernement et les Secrétaires d'Etat ne sont pas la propriété de la Région, les services généraux de l'administration mettent à la disposition du Gouvernement, à charge de leur budget, les locaux nécessaires à son fonctionnement.

Cette disposition est prise par le Gouvernement sur proposition des Ministres ayant la Fonction publique et les Travaux publics dans leurs attributions.

**Art. 6.** Ne peuvent faire partie du personnel visé à l'article 5, § 1<sup>er</sup> au § 4, du présent arrêté, les agents de l'Etat, d'une Communauté ou d'une Région appartenant au niveau A ou équivalent, rang A1 ou équivalent excepté. Cette mesure s'applique dans les mêmes limites aux titulaires de grades équivalents appartenant aux autres services publics, aux organismes d'intérêt public ou aux établissements d'enseignement subventionnés.

§ 2. Het kabinet van de Minister-Voorzitter mag daarenboven acht bijkomende personeelsleden omvatten voor de uitvoeringstaken in verband met het algemeen beleid en de aan de uitoefening van het voorzitterschap verbonden opdrachten.

§ 3. In de bij artikel 4, § 3, bedoelde gevallen kan een lid van de Regering daarenboven aan zijn kabinet drie voltijdse personeelsleden en een halftijds personeelslid toevoegen voor de uitvoeringstaken.

§ 4. Wanneer het onderhoud van de lokalen niet toevertrouwd is aan een privé-firma mag het onderhoudspersoneel worden aangeworven als contractueel personeel of als personeel met verlof van openbare diensten voor een opdracht van algemeen belang ten laste van de algemene diensten van de administratie en ter beschikking van de Regering gesteld. Deze schikking wordt getroffen met het akkoord van de Minister-Voorzitter en van de minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort. Aan de betrokken contractuelen wordt een wedde toegekend van 545 666 frank tot 688 378 frank tegen 100 % verhoogd met de werkelijke jaren anciënniteit van de betrokkenen. Hun aantal wordt voor de Minister-Voorzitter op zeven en voor de ministers en Staatssecretarissen op vijf vastgesteld. De ministers of Staatssecretarissen wier kabinetten gevestigd zijn in de Regentlaan 21-23, mogen bovendien onder dezelfde voorwaarden een contractueel personeelslid aanwerven bestemd voor het onthaal op het gelijkvloers van dit gebouw.

§ 5. Het « Informatiecentrum voor het Brussels Gewest » stelt het materiaal met betrekking tot informatica, televerbindingen en fotokopies ter beschikking van de Regering. Het verzekert er het onderhoud van.

§ 6. De algemene diensten van de administratie stellen als contractuelen of als personeel met verlof van openbare diensten voor een opdracht van algemeen belang tolken, vertalers, documentalistes of informatici ter beschikking van de Regering die nodig zijn voor haar werking en voor het overmaken van de stukken in de beide landstalen en voor de kennisgeving, de behandeling, de administratieve opvolging en het archiveren van de beraadslagingen van de Regering. Hun aantal wordt voor de Minister-Voorzitter op vijf en voor de Ministers en Staatssecretarissen op drie vastgesteld. Aan de als vertalers documentalistes of informatici aangeworven personen wordt een wedde toegekend van 850 000 frank tot 1 351 998 frank tegen 100 % verhoogd met de werkelijke jaren anciënniteit van de betrokkenen.

Aan de als tolken aangeworven personen wordt een wedde toegekend van 1 137 374 frank tot 1 742 693 frank tegen 100 % verhoogd met de werkelijke anciënniteitsjaren van de betrokkenen. Naargelang van de behoeften kan de Regering evenwel een beroep doen op een privé-firma om van de diensten van tolken of informatici gebruik te maken. In dat geval vermeldt het dienstuur contract de prijs van de uurprestaties ten laste van de algemene diensten van de administratie.

Deze schikking wordt getroffen met het akkoord van de Minister-Voorzitter en van de ministers tot wiens bevoegdheid de begroting en de ambtenarenzaken behoren.

§ 7. De personeelsleden die behoren tot de diensten van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, tot paragewestelijke instellingen van categorie A en B alsmede tot gewestelijke publiekrechtelijke maatschappijen waarvoor werkingsstoelagen door het Gewest toegekend worden, kunnen, op verzoek van de leden van de Regering en van de Staatssecretarissen, naar hun kabinet gedetacheerd worden.

De bezoldiging van bedoelde personeelsleden blijft ten laste van de begroting van de administratieve overheid die de detachering toestaat.

Wanneer een personeelslid van een paragewestelijke instelling of van een gewestelijke publiekrechtelijke maatschappij, zoals hoger bedoeld, op het ogenblik van zijn detachering naar het kabinet van een lid van de Regering of van een Staatssecretaris, ter beschikking van de diensten van het Ministerie, blijft de bezoldiging van bedoeld personeelslid geboekt op de begroting van het Ministerie.

§ 8. Wanneer de door de leden van de Regering bezette gebouwen geen eigendom zijn van het Gewest, stellen de algemene diensten van de administratie de voor de werking noodzakelijke gebouwen ter beschikking van de Regering.

Deze beslissing wordt door de Regering getroffen op voorstel van de minister tot wiens bevoegdheid de begroting en de openbare werken behoren.

**Art. 6.** Mogen geen deel uitmaken van het personeel bedoeld bij artikel 5, § 1 tot § 4, van dit besluit, de Rijksambtenaren, de ambtenaren van een Gemeenschap of van een Gewest die tot niveau A of gelijkwaardig behoren, met uitzondering van rang A1 of gelijkwaardig. Deze maatregel is toepasselijk binnen dezelfde perken op de titularissen van gelijkwaardige graden die tot de andere openbare diensten, de instellingen van openbaar nut of de gesubsidieerde onderwijsinstellingen behoren.

**Art. 7.** Les membres du personnel des services publics, des organismes d'intérêt public ou des établissements d'enseignement subventionnés, appelés à faire partie d'un cabinet, ne peuvent rester en fonction dans leur emploi, ni continuer à en exercer les attributions. Toutefois, ils participent à l'avancement dans leur administration et y reprennent leur emploi à la fin de leur mission.

#### SECTION 3. — *Nominations et fonctionnement*

**Art. 8.** Les membres et agents du cabinet sont nommés par le membre du Gouvernement ou le Secrétaire d'Etat concerné.

Les arrêtés ministériels portant nomination des membres et agents du cabinet des Secrétaires d'Etat régionaux sont soumis à la signature du Secrétaire d'Etat concerné et du ou des Ministres auquel il est adjoint.

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. Le directeur de cabinet communique les instructions et les ordres de service du membre du Gouvernement ou du Secrétaire d'Etat, par la voie hiérarchique. En cas d'urgence, il peut déroger à cette règle sous réserve d'en informer sans délai le fonctionnaire dirigeant de l'administration, du service public ou de l'organisme d'intérêt public concerné.

§ 2. Les autres membres et agents du cabinet ne peuvent traiter avec l'administration, le service ou l'organisme d'intérêt public concernés, que par l'intermédiaire du directeur de cabinet ou avec son autorisation.

#### SECTION 4. — *Rémunérations, allocations et indemnités*

**Art. 10.** § 1<sup>er</sup>. Il est alloué aux membres des cabinets qui ne font pas parti du personnel des Ministères de l'Etat fédéral, des Communautés et des Régions ou des services des institutions bruxelloises, une allocation de cabinet tenant lieu de traitement, fixé dans les échelles ci-après, applicables au personnel des Ministères :

Directeur de cabinet : échelle A500.

Directeur de cabinet adjoint : échelle A310.

Conseiller de cabinet et chargé de mission : échelle A300.

Secrétaire de cabinet, attaché de cabinet et secrétaire particulier du Ministre : échelle A102.

§ 2. Les agents des cabinets qui ne font pas partie du personnel de l'Etat fédéral, des Communautés et des Régions, des services des institutions bruxelloises et qui sont affectés aux travaux d'exécution, ainsi que les gens de métier et de service, bénéficient d'une allocation de cabinet tenant lieu de traitement fixée dans les limites du traitement minimum et du traitement maximum de l'échelle attachée en régime organique au grade des ministères correspondant à la fonction exercée, augmentée éventuellement d'un supplément d'allocations qui ne peut dépasser FB 96 089. Il ne peut être fait application de l'échelle spéciale éventuellement prévue en régime transitoire, pour le personnel des ministères.

**Art. 11.** Les membres et agents des cabinets bénéficient le cas échéant des allocations familiales, de l'allocation de naissance, de l'allocation de foyer ou de résidence, du pécule de vacances, de l'allocation de fin d'année et de toute autre allocation aux taux et aux conditions prévus pour le personnel des ministères.

**Art. 12.** § 1<sup>er</sup>. En vue de l'octroi de l'indemnité pour frais de parcours, l'assimilation des membres et agents des cabinets aux grades de la hiérarchie administrative est établie comme suit :

le directeur de cabinet : aux fonctionnaires des rangs A4 à A7;

le directeur de cabinet adjoint, les conseillers de cabinet et chargés de mission : aux fonctionnaires du rang A3;

le secrétaire de cabinet, le secrétaire particulier et les attachés de cabinet : aux fonctionnaires du rang A1;

le personnel affecté aux travaux d'exécution et les gens de métier et de service : au personnel des ministères exerçant des fonctions correspondantes.

**Art. 7.** De personeelsleden van de openbare diensten, van de instellingen van openbaar nut of van de gesubsidieerde onderwijsinstellingen die in een kabinet worden opgenomen, mogen hun functie niet verder blijven uitoefenen, noch er de bevoegdheden van waarnemen. Ze komen evenwel in aanmerking voor bevordering in hun bestuur en nemen hun functie weer op bij het einde van hun opdracht.

#### AFDELING 3. — *Benoemingen en werking*

**Art. 8.** De leden en personeelsleden van het kabinet worden benoemd door het betrokken lid van de Regering of door de betrokken Staatssecretaris.

De ministeriële besluiten houdende benoeming van de leden en personeelsleden van het kabinet van de gewestelijke Staatssecretarissen worden ter ondertekening voorgelegd aan de betrokken staatssecretaris en aan de minister of de ministers waaraan hij toegevoegd is.

**Art. 9.** § 1. De kabinetschef deelt de onderrichtingen en de dienstorders van het lid van de Regering of van de Staatssecretaris langs hiërarchische weg mede. In dringende gevallen kan hij van deze regel afwijken mits er onverwijld kennis van te geven aan de leidende ambtenaar van de betrokken administratie, openbare dienst of instelling van openbaar nut.

§ 2. De andere leden en personeelsleden van het kabinet mogen slechts handelen met de administratie, de dienst of de betrokken instelling van openbaar nut langs de kabinetschef om of met zijn toestemming.

#### AFDELING 4. — *Bezoldigingen, toelagen en vergoedingen*

**Art. 10.** § 1. Aan de leden van de kabinetten die geen deel uitmaken van het personeel van de ministeries van de federale Staat, van de Gemeenschappen en van de Gewesten of van de diensten van de brusselse instellingen wordt een kabinetstoelage toegekend als wedde en vastgesteld in de hiernavolgende schalen toepasselijk op het personeel van de ministeries :

kabinetschef : schaal A500.

Adjunct-kabinetschef : schaal A310.

kabinetsadviseur of opdrachthouder : schaal A300.

kabinetssecretaris, kabinetsattaché en privé-secretaris van de minister : schaal A102.

§ 2. De personeelsleden van de kabinetten die geen deel uitmaken van het personeel van de federale Staat, van de Gemeenschappen en de Gewesten, van de diensten van de Brusselse instellingen en die met de uitvoeringstaken belast zijn alsmede het vak- en dienstpersoneel genieten van een kabinetstoelage geldend als wedde en vastgesteld binnen de perken van de minimumwedde en de maximumwedde van de in organiek stelsel aan de graad van de ministeries die met de uitgeoefende functie overeenstemt verbonden schaal, eventueel verhoogd met een bijkomende toelage die niet meer dan BF 96 089 mag bedragen. De eventueel in overgangsstelsel voor het personeel van de ministeries voorziene bijzondere schaal mag niet worden toegepast.

**Art. 11.** De leden en personeelsleden van de kabinetten ontvangen kinderbijslag, geboortepremie, haard- of standplaats toelage, vakantiegeld, gezinsvakantiegeld, eindejaarspremie en alle andere vergoedingen volgens het bedrag en de voorwaarden voorzien voor het personeel van de ministeries.

**Art. 12.** § 1. Met het oog op de toekenning van de vergoedingen voor verblijfs- en verplaatsingskosten geschiedt de assimilatie van de leden en personeelsleden van de kabinetten met de graden van de administratieve hiërarchie als volgt :

de kabinetschef : met de ambtenaren van de rangen A4 tot A7;

de adjunct-kabinetschef, de kabinetsadviseurs en de opdrachthouders : met de ambtenaren van rang A3;

de kabinetssecretaris, de privé-secretaris en de kabinetsattachés : met de ambtenaren van rang A1;

het personeel belast met uitvoeringstaken en het vak- en dienstpersoneel : met het personeel van de ministeries die overeenstemmende functies uitoefenen.

Cette assimilation ne peut avoir pour effet de ranger dans une catégorie inférieure à celle correspondant à leur grade, les membres et agents des cabinets appartenant au personnel des ministères.

§ 2. Les membres du personnel des ministères de l'Etat fédéral, d'une Communauté ou d'une Région qui font partie d'un cabinet et qui ont leur domicile en dehors de la Région de Bruxelles-Capitale, peuvent bénéficier, à charge de celle-ci, d'un abonnement sur le réseau de transport en commun pour le trajet de leur domicile au lieu où est établi le cabinet.

L'abonnement est mensuel et est prolongé de mois en mois. Eventuellement, la classe de l'abonnement est déterminée par le grade dont l'agent est revêtu dans son administration d'origine, conformément à l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours.

§ 3. Le directeur de cabinet est autorisé à utiliser sa voiture personnelle pour ses déplacements de service dans les conditions prévues pour les secrétaires généraux par l'article 16 de l'arrêté royal du 18 janvier 1965 précité.

Les autres membres et agents des cabinets peuvent être autorisés à utiliser leur véhicule personnel par les conditions prévues par le même arrêté royal pour les fonctionnaires auxquels ils sont assimilés par le présent article. Ils sont dispensés de la tenue du livret de course.

Le directeur de cabinet excepté, le total de autorisations d'utiliser une voiture personnelle ne peut dépasser 30 000 km par an et par cabinet, et 6 000 km par an et par bénéficiaire.

**Art. 13.** Un régime analogue à celui prévu à l'article 12, § 2, peut-être appliqué aux membres et agents des cabinets qui, sans faire partie du personnel des ministères de l'Etat fédéral, d'une communauté ou d'une Région appartiennent toutefois à un service de l'Etat, à un autre service public, à un organisme d'intérêt public ou à un établissement d'enseignement subventionné.

**Art. 14.** Il peut être accordé aux membres et aux agents des cabinets, une allocation de cabinet qui ne peut dépasser les taux annuels suivants :

Directeur de cabinet : 345 175 francs.

Directeur de cabinet adjoint : 260 813 francs.

Conseiller de cabinet : 233 359 francs.

Secrétaire de cabinet : 178 451 francs.

Attaché de cabinet et secrétaire particulier du ministre : 137 270 francs.

Personnel affecté aux travaux d'exécution et gens de métier et de services : 96 089 francs.

**Art. 15.** § 1<sup>er</sup>. La situation pécuniaire des membres et agents du cabinet qui, sans faire partie du personnel des ministères de l'Etat fédéral, des Communautés et des Régions et des Services des Institutions bruxelloises, appartiennent toutefois à un service de l'Etat, à un autre service public, à un organisme d'intérêt public ou à un établissement d'enseignement subventionné, est réglée comme suit :

1° lorsque l'employeur consent à poursuivre le paiement du traitement, l'intéressé obtient l'allocation de cabinet prévue à l'article 14. La Région rembourse éventuellement au service d'origine le traitement du membre ou agent du cabinet augmenté, le cas échéant, des charges patronales; le traitement à prendre en charge ne peut néanmoins excéder le montant maximum de l'échelle de traitement prévue, pour le grade correspondant, par l'article 10;

2° lorsque l'employeur suspend le paiement du traitement, l'intéressé obtient l'allocation de cabinet tenant lieu de traitement visée à l'article 10. Cette allocation ne peut cependant pas dépasser le montant du traitement majoré de l'allocation que l'intéressé obtiendrait au cas où les dispositions du 1° lui seraient applicables.

Deze assimilatie mag niet tot gevolg hebben dat de leden en personeelsleden van de kabinetten die tot het personeel van de ministeries behoren zouden ondergebracht worden in een lagere categorie van die welke met hun graad overeenstemt.

§ 2. De leden van het personeel van de ministeries van de federale Staat, van de ministeries van een Gemeenschap of van een Gewest die van een kabinet deel uitmaken en die hun woonplaats buiten het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest hebben, kunnen, ten laste van het Gewest van een abonnement genieten op het gemeenschappelijk vervoer voor het traject van hun woonplaats naar de plaats waar het kabinet gevestigd is.

Het abonnement is maandelijks en wordt van maand tot maand verlengd. In voorkomend geval wordt de klasse van het abonnement bepaald door de graad die het personeelslid in zijn oorspronkelijke administratie bezit, overeenkomstig het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten.

§ 3. De kabinetschef is ertoe gemachtigd zijn persoonlijk voertuig te gebruiken voor zijn dienstverplaatsingen, overeenkomstig de voorwaarden voorzien voor de secretarissen-generaal bij artikel 16 van het bovenvermelde koninklijk besluit.

De andere leden en personeelsleden van de kabinetten kunnen ertoe gemachtigd worden hun persoonlijk voertuig te gebruiken overeenkomstig de bij hetzelfde koninklijk besluit voorziene voorwaarden voor de ambtenaren waarmee ze bij dit artikel worden geassimileerd. Zij moeten geen ritboekje bijhouden.

Met uitzondering van de kabinetschef mag het totaal van het toegelaten gebruik van een persoonlijk voertuig niet meer bedragen dan 30 000 km per jaar en per kabinet en 6 000 km per jaar en per begunstigde.

**Art. 13.** Een stelsel gelijk aan dit voorzien bij artikel 12, § 2, kan worden toegepast op de leden en personeelsleden van de kabinetten die, zonder deel uit te maken van het personeel van de ministeries van de federale Staat, van een Gemeenschap of van een Gewest, toch behoren tot een Rijksdienst, tot een andere openbare dienst, tot een instelling van openbaar nut of tot een gesubsidieerde onderwijsinstelling.

**Art. 14.** Aan de leden en aan de personeelsleden van de kabinetten mag een kabinetstoelage toegekend worden die de volgende jaarbedragen niet mag overschrijden :

Kabinetschef : 343 175 frank.

Adjunct-kabinetschef : 260 813 frank.

Kabinetsadviseur : 233 359 frank.

Kabinetssecretaris : 178 451 frank.

Kabinetsattaché en privé-secretaris van de minister : 137 270 frank.

Uitvoerend personeel en vak- en dienstpersoneel : 96 089 frank.

**Art. 15.** § 1. De geldelijke toestand van de leden en personeelsleden van het kabinet die, zonder deel uit te maken van het personeel van de ministeries van de federale Staat, van de Gemeenschappen, van de Gewesten en van de Diensten van de Brusselse instellingen, toch behoren tot een Rijksdienst, tot een andere openbare dienst, tot een instelling van openbaar nut of tot een gesubsidieerde onderwijsinstelling wordt geregeld als volgt :

1° wanneer de werkgever en in toestemt de wedde verder te blijven uitbetalen, bekomt de betrokkene de bij artikel 14 voorziene kabinetstoelage. Het Gewest betaalt eventueel aan de dienst van herkomst de wedde terug van het lid of personeelslid van het kabinet, eventueel verhoogd met de werkgeversbijdragen; de ten laste te nemen wedde mag evenwel niet hoger zijn dan het maximumbedrag van de weddeschaal voorzien voor de bij artikel 10 overeenstemmende graad;

2° wanneer de werkgever de uitbetaling van de wedde schorst, bekomt de betrokkene de bij artikel 10 voorziene kabinetstoelage die als wedde geldt. Deze toelage mag evenwel niet hoger zijn dan het bedrag van de wedde verhoogd met de toelage die de betrokkene zou ontvangen indien de bepalingen van 1° op hem van toepassing zouden zijn.

§ 2. Le remboursement de la rémunération des membres du personnel des Ministères de l'Etat fédéral, des Communautés et des Régions détachés dans le cabinet d'un membre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ou d'un secrétaire d'Etat régional, est effectué conformément aux modalités fixées par le Gouvernement fédéral, régional ou communautaire concerné.

**Art. 16.** § 1<sup>er</sup>. Le membre du gouvernement ou le Secrétaire d'Etat, avec l'accord du ministre auquel il est adjoint, peut accorder suivant les conditions reprises ci-après, une allocation forfaitaire de départ aux personnes qui ont occupé une fonction dans un cabinet et qui ne bénéficient d'aucun revenu professionnel de remplacement ou d'une pension de retraite. Une pension de survie ou de minimum de moyens d'existence accordé par un centre public d'aide sociale ne sont pas considérés comme des revenus de remplacement.

§ 2. Cette allocation forfaitaire comprend :

un mois d'allocation de cabinet tenant lieu de traitement pour une période d'activité ininterrompue de trois à six mois;

deux mois d'allocation de cabinet tenant lieu de traitement pour une période d'activité ininterrompue de six mois à un an;

trois mois d'allocation de cabinet tenant lieu de traitement pour une période d'activité ininterrompue d'un an à dix-huit mois;

quatre mois d'allocation de cabinet tenant lieu de traitement pour une période d'activité ininterrompue de dix-huit mois à deux ans;

cinq mois d'allocation de cabinet tenant lieu de traitement pour une période d'activité ininterrompue de deux ans et plus.

§ 3. L'allocation de départ est payée par mensualités. Le bénéficiaire doit introduire chaque mois une déclaration sur l'honneur, établissant que, pour la période concernée, soit, il n'a pas exercé une activité professionnelle, soit il se trouve dans les conditions prévues au § 4.

§ 4. Par dérogation au § 1<sup>er</sup>, le membre du Gouvernement ou le Secrétaire d'Etat, avec l'accord du ministre auquel il est adjoint, peut accorder une allocation forfaitaire de départ aux personnes qui ont exercé des fonctions dans son cabinet et qui soit sont titulaires exclusivement d'une ou plusieurs fonctions partielles dans un service public ou dans un établissement d'enseignement subventionné, soit d'une ou plusieurs pensions à charge du Trésor, se rapportant à une ou plusieurs carrières incomplètes, soit bénéficient d'allocations de chômage. Dans ces cas, l'allocation de départ est fixée, conformément au § 2 et diminuée, selon le cas, de la somme totale qui est due à l'intéressé pour la période correspondante, soit en rétribution de fonctions incomplètes, soit à titre de pension ou d'allocation de chômage.

§ 5. Les allocation et indemnités prévues aux articles 14 et 17 ne sont pas prises en considération pour la fixation de l'allocation de départ. Il n'est dû aucune allocation de départ aux personnes qui cessent leurs fonctions de leur plein gré.

**Art. 17.** Il est accordé aux chauffeurs de voiture des cabinets :

1° une allocation forfaitaire mensuelle de 10 981 francs;

2° une indemnité forfaitaire d'un montant maximum de 99 970 francs par an.

L'allocation forfaitaire mensuelle est portée à 19 217 francs pour le chauffeur personnel du membre du Gouvernement ou du Secrétaire d'Etat, le supplément de 8 236 francs couvrant le surcroît de prestations extraordinaires auquel donnent lieu les déplacements du membre du Gouvernement ou du Secrétaire d'Etat. Celui-ci peut, d'après les prestations accomplies, modifier l'attribution de ce supplément et en opérer la répartition entre les chauffeurs du cabinet.

L'arrêté du Régent du 30 mars 1950 réglant l'octroi d'allocations pour prestations à titre exceptionnel, l'arrêté royal du 24 décembre 1964, fixant les indemnités pour frais de séjour des membres du personnel des ministères ainsi que le supplément d'allocation et d'allocation de cabinet prévus aux articles 10 et 14 du présent arrêté ne leur sont pas applicables.

§ 2. De terugbetaling van de bezoldiging van de leden van het personeel van de Ministeries, van de Gewesten en van de Gemeenschappen die gedetacheerd zijn bij het kabinet van een lid van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest of van een gewestelijk staatssecretaris geschiedt overeenkomstig de modaliteiten vastgelegd door de betrokken federale, gewestelijke of gemeenschapsregering.

**Art. 16.** § 1. Het lid van de Regering of de staatssecretaris kan, mits het akkoord van de minister waar hij aan toegevoegd is en volgens de hierna volgende voorwaarden, een vertrektoelage toekennen aan de personen die functies hebben vervuld in een kabinet en die geen vervangingsinkomen of rustpensioen hebben. Een overlegingspensioen of bestaansminimum toegekend door een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn wordt niet beschouwd als een vervangingsinkomen.

§ 2. Deze forfaitaire toelage omvat :

een maand kabinetstoelage geldend als wedde voor een ononderbroken activiteitsperiode van drie tot zes maanden;

twee maanden kabinetstoelage geldend als wedde voor een ononderbroken activiteitsperiode van zes maanden tot één jaar;

drie maanden kabinetstoelage geldend als wedde voor een ononderbroken activiteitsperiode van één jaar tot achttien maanden;

vier maanden kabinetstoelage geldend als wedde voor een ononderbroken activiteitsperiode van achttien maanden tot twee jaar;

vijf maanden kabinetstoelage geldend als wedde voor een ononderbroken activiteitsperiode van minstens twee jaar.

§ 3. De vertrektoelage wordt in schijven van een maand uitbetaald. De begunstigde moet iedere maand een verklaring onder ede indienen, die vaststelt dat hij gedurende de betrokken periode hetzij geen enkele beroepsactiviteit uitgeoefend heeft, hetzij de voorwaarden voorzien in § 4 vervult. Hij dient iedere wijziging in zijn toestand te melden, op straffe geen aanspraak meer te kunnen maken op de bedoelde toelage.

§ 4. In afwijking van § 1, kan het lid van de Regering of de staatssecretaris, mits het akkoord van de minister waaraan hij toegevoegd is een forfaitaire vertrektoelage toekennen aan de personen die functies hebben vervuld in hun kabinet en die hetzij uitsluitend één of meerdere gedeeltelijke functies bekleden in een openbare dienst of in een gesubsidieerde onderwijsinstelling of die ten laste van de Schatkist één of meerdere rustpensioenen ontvangen die betrekking hebben op één of meerdere onvolledige loopbanen, hetzij werkloosheidsuitkeringen ontvangen. In dat geval wordt de vertrektoelage vastgesteld overeenkomstig § 2 en verminderd, naargelang het geval, met het totaal bedrag dat aan de betrokkene verschuldigd is voor de overeenstemmende periode, hetzij als betaling voor onvolledige functies, hetzij als rustpensioen of werkloosheidstoelage.

§ 5. De toelagen en vergoedingen voorzien in artikelen 14 en 17 worden niet in aanmerking genomen voor de vaststelling van de vertrektoelage. Er is geen vertrektoelage verschuldigd aan personen die vrijwillig hun functies stopzetten.

**Art. 17.** Aan de autobestuurders van de kabinetten worden toegekend :

1° een forfaitaire maandelijks toelage van 10 981 frank;

2° een forfaitaire vergoeding met een maximumbedrag van 99 970 frank per jaar.

De forfaitaire maandelijks toelage wordt gebracht op 19 217 frank voor de persoonlijke chauffeur van het lid van de Regering of van de Staatssecretarissen. Het bijkomend bedrag van 8 236 frank dekt de buitengewone bijkomende prestaties waartoe de verplaatsingen van het lid van de Regering of van de Staatssecretaris aanleiding geven. Deze laatste kunnen naargelang van de geleverde prestaties de toekenning van dit bijkomend bedrag wijzigen en het verdelen tussen de chauffeurs van het kabinet.

Het besluit van de Regent van 30 maart 1950 tot regeling van de toekenning van toelagen voor uitzonderlijke prestaties, het koninklijk besluit van 24 december 1964 houdende vaststelling van de vergoedingen van verblijfkosten van de personeelsleden van de ministeries alsmede de bijkomende toelage en de kabinetstoelage voorzien bij de artikelen 10 en 14 van dit besluit zijn er niet van toepassing op.

**Art. 18.** § 1<sup>er</sup>. Les indemnités et allocations prévues aux articles 10, 11, 14 et 17 sont payées mensuellement à terme échu. L'indemnité ou l'allocation du mois est égale à 1/12 du montant annuel. Lorsque l'indemnité ou l'allocation du mois n'est pas due entièrement, elle est payée en trentième, conformément à la règle prévue par le statut pécuniaire du personnel des ministères.

§ 2. Les indemnités et allocations prévues aux articles 10, 11, 14 et 17 sont liées aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation, conformément aux modalités fixées par la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation; à cet effet, elles sont rattachées à l'indice 138,01.

#### SECTION 5. — Dispositions diverses

**Art. 19.** Le directeur de cabinet peut être autorisé par un arrêté du Gouvernement à porter le titre honorifique de ses fonctions, à condition de les avoir exercées durant deux années au moins.

**Art. 20.** Sur présentation d'une déclaration de créance approuvée par le membre du Gouvernement ou le Secrétaire d'Etat concerné, le directeur de cabinet, les directeurs de cabinet adjoints, le secrétaire de cabinet, le secrétaire particulier, le chauffeur du membre du gouvernement ou du Secrétaire d'Etat et le chauffeur du directeur de cabinet peuvent obtenir le remboursement de la redevance d'abonnement et des communications de leur téléphone privé.

Dans l'hypothèse où l'abonnement de téléphone a été souscrit en exécution d'une décision du membre du Gouvernement ou du Secrétaire d'Etat concerné, les personnes visées à l'alinéa précédent peuvent également obtenir le remboursement du raccordement téléphonique établi à leur domicile.

Par décision expresse du membre du Gouvernement ou du Secrétaire d'Etat, les frais de fonctionnement relatifs aux moyens de télécommunications mis à la disposition des agents peuvent également être pris en charge par le cabinet.

**Art. 21.** Il ne peut être dérogé aux dispositions du présent arrêté que de l'accord du Gouvernement. Si une dérogation nécessite un accroissement des crédits réservés au cabinet d'un ministre ou d'un Secrétaire d'Etat, l'accord préalable du ministre qui a le budget dans ses attributions est également requis.

**Art. 22.** L'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 5 juillet 1995 déterminant la composition et le fonctionnement des cabinets des membres du Gouvernement régional de Bruxelles-Capitale et des Secrétaires d'Etat régionaux, est abrogé.

**Art. 23.** Le présent arrêté produit ses effets au 15 juillet 1999.

Bruxelles, le 19 juillet 1999.

J. SIMONET

Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites, de la Rénovation urbaine et de la Recherche scientifique

J. CHABERT

Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Travaux publics, du Transport, de la Lutte contre l'Incendie et l'Aide médicale urgente

E. TOMAS

Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Emploi, de l'Economie, de l'Energie et du Logement

D. GOSUIN

Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Environnement et de la Politique de l'Eau, de la Rénovation, de la Conservation de la Nature et de la Propreté publique

A. NEYTS-UYTTEBROECK

Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures

**Art. 18.** § 1. De vergoedingen en toelagen voorzien bij de artikelen 10, 11, 14 en 17 worden maandelijks na verloop van de termijn uitbetaald. De vergoeding of de toelage van de maand is gelijk aan 1/12e van het jaarbedrag. Wanneer de vergoeding of de toelage van de maand niet volledig verschuldigd is, wordt zij in dertigsten uitbetaald overeenkomstig de regels voorzien in het geldelijk statuut van het personeel van de ministeries.

§ 2. De vergoedingen en toelagen voorzien bij de artikelen 10, 11, 14 en 17 zijn gebonden aan de schommelingen van het indexcijfer van de kleinhandelsprijzen overeenkomstig de modaliteiten vastgesteld bij de wet van 2 augustus 1971 tot regeling van een stelsel van binding aan het indexcijfer van de kleinhandelsprijzen; derhalve geldt het indexcijfer 138,01.

#### AFDELING 5. — Allerhande bepalingen

**Art. 19.** Een kabinetschef kan er bij besluit van de Regering ertoe gemachtigd worden de eretitel van zijn functie te dragen op voorwaarde dat hij deze gedurende ten minste twee jaar heeft uitgeoefend.

**Art. 20.** Op voorlegging van een schuldvorderingsverklaring goedgekeurd door het betrokken lid van de Regering of de betrokken Staatssecretaris kunnen de kabinetschef, de adjunct-kabinetschef, de kabinetssecretaris, de privé-secretaris, de chauffeur van het lid van de Regering of van de Staatssecretaris en de chauffeur van de kabinetschef terugbetaling bekomen van de abonnements- en gesprekskosten van hun privé-telefoon.

Ingeval het telefoonabonnement werd genomen in uitvoering van de beslissing van het betrokken lid van de Regering of van de betrokken Staatssecretaris, kunnen de in vorig lid bedoelde personen eveneens de terugbetaling van de aansluiting van de in hun woning opgestelde telefoon ontvangen.

Bij uitdrukkelijke beslissing van het lid van de Regering of van de Staatssecretaris kunnen de werkingskosten voor de telecommunicatiemiddelen die ter beschikking van het personeel gesteld worden, eveneens door het kabinet gedragen worden.

**Art. 21.** Er mag principieel niet worden afgeweken van de bepalingen van dit besluit tenzij met het akkoord van de Regering. Indien een afwijking een verhoging vereist van de voor het kabinet van een minister of van een Staatssecretaris bestemde kredieten is de voorafgaandelijke toestemming van de minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort eveneens vereist.

**Art. 22.** Het besluit van 5 juli 1995 van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot vaststelling van de samenstelling en de werking van de kabinetten van de leden van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en van de gewestelijke Staatssecretarissen, wordt opgeheven.

**Art. 23.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 15 juli 1999.

Brussel, 19 juli 1999.

J. SIMONET

Minister-Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Stadsvernieuwing en Wetenschappelijk Onderzoek

J. CHABERT

Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Openbare Werken, Vervoer, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp

E. TOMAS

Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Teverkstelling, Economie, Energie en Huisvesting

D. GOSUIN

Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Leefmilieu en Waterbeleid, Renovatie, Natuurbehoud en Openbare Netheid

A. NEYTS-UYTTEBROECK

Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen